



À VERTBAUDET, LES NÔTRES !

BULLETIN DU NPA POSTE – MARDI 23 MAI 2023



Mardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue. Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.

11 millions de bénéfices, 0% d'augmentation

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève. Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et cette semaine. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite – ou les deux !

Retraite, salaire, indemnisation du chômage, un même combat

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la

lutte contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel – tous ligüés pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles, s'est réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir au château une fournée de richissimes patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France » pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de 2 milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chômé par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires. La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.

Le 23 mai 2023

nouveupartianticapitaliste.fr / contact@nouveupartianticapitaliste.fr



Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA



[npanouveupartianticapitaliste](https://www.instagram.com/npanouveupartianticapitaliste)



[NPA_NouvParAnti](https://twitter.com/NPA_NouvParAnti)

Des intérimaires postiers en grève pendant 2 mois !

Le point de départ est le non-renouvellement d'un contrat d'une intérimaire : elle arrivait au terme de ses 18 mois d'intérim après avoir été utilisée pour remplacer des postes non pourvus, elle s'est vu jetée dehors du jour au lendemain. En réplique, le 22 mars, une douzaine de factrices et facteurs de l'équipe dite « Travaux extérieurs » de Grenoble Chavant se lance dans une grève reconductible. La majorité d'entre eux sont précaires : intérimaires ou « contrats Impact » ou « contrats GEL », qui sont de fait des sous-contrats à la limite de la légalité. Au bout de 3 jours de grève, ils obtiennent que la collègue intérimaire que la direction n'avait pas renouvelée est finalement embauchée en « CDI Impact ».

Encouragés par ce premier succès, elles et ils décident de reconduire leur mouvement. Chemin faisant, à force de s'adresser à d'autres bureaux de poste, des débrayages ont lieu dans plusieurs centres. Et la grève a constitué un point de ralliement des différents secteurs en grève de la région : coupure de courant à la direction de La Poste lors de conseils disciplinaires, rassemblements et actions interpros... Les grévistes ont obtenu 3 autres embauches en « CDI groupement employeur », 3 autres collègues sont en attente d'une réponse sur une embauche en CDI mais le travail a repris sans que les grévistes précaires eux-mêmes soient CDIés. Ils et elles ont prouvé contre toute attente que les salariés précaires pouvaient se placer à l'avant-garde de la lutte, et mener une politique d'extension de leur mouvement.

Leur mouvement est un point d'appui pour la lutte contre la précarité et pour la bagarre plus générale des postiers : la grève a débouché sur un appel à cortège commun des postiers de l'agglomération de Grenoble à l'occasion de la grève interprofessionnelle du 6 juin. Une réunion des intérimaires des bureaux des environs est également proposée par les grévistes le mercredi 24 mai.

Créativité postale

Dans un nombre croissant de villes et de départements, la direction débarque auprès des factrices et facteurs et déclare que désormais il faudra distribuer les Chronoposts en 2ème présentation. Pour nous faire faire du travail supplémentaire gratuit, la Poste en a de l'imagination !

Pic de Lille. Plus de sueur, moins de salaire : ça va finir par péter

À la PIC de Lille, la direction fait la chasse aux temps mort. En nuit, elle interdit les pauses café et clope qui permettaient de souffler un peu à 3 ou 4 heures du matin. Dans le même temps, elle mène une chasse aux sorcières contre les ouvriers qui ont des inaptitudes en les mutant de force dans les brigades de jour, avec des pertes de salaires importantes.

Dans les brigades du matin et de l'après-midi : La Poste essaye de récupérer une part du marché de la logistique locale avec des ateliers pour stocker et envoyer des marchandises au milieu des machines de tri. En plus de trier les enveloppes, les postiers de la Pic doivent donc

décharger des camions remplis de vêtements Jules ou emballer des pièces automobiles et des pneus pour Norauto et Midas. Et tout ceci sans embauches. Ce qui ne passe vraiment pas, c'est que l'augmentation de la charge de travail se fait toujours pour un salaire de misère.

C'est la colère contre toute cette situation qui s'est aussi exprimée pendant le mouvement contre la réforme des retraites. Certains jours de mobilisation, on pouvait compter près de 100 grévistes sur un site qui compte quotidiennement 500 travailleurs. Un chiffre historique qui pourrait encourager plus de postiers à ne plus accepter la situation.

Primette cacahuète

Le maximum de la petite prime dite « d'équipe » c'est en fonction des métiers entre 150 et 200 euros nets tous les 4 mois, ça revient à des cacahuètes : à peine un peu plus d'1€ net par jour ! En plus elle est conditionnée à une série de critères. Maintenant, fini l'abondance comme a dit Macron : si un critère n'est plus atteint, hop ! une partie de la primette sautera ! Sans compter que les arrêts maladies ou les grèves peuvent vite faire sauter intégralement la prime. Plutôt que de s'épuiser à toutes et tous courir individuellement après cette prime illusoire, autant mettre notre énergie au service d'une bagarre nationale pour l'augmentation des salaires et pour un 13ème mois. Il est grand temps d'organiser une grève nationale sur ces mots d'ordre !

No pub

Une grève illimitée a démarré le 11 mai dernier au centre de Dillon (Fort-de-France, Martinique) pour protester contre la charge des Imprimés Publicitaires (IP). Quand les facteurs-trices ont commencé à les distribuer, il y avait 3 à 4 annonceurs par boîte, « aujourd'hui ce chiffre se situe entre 15 et 20 » dénoncent les grévistes. Les facteurs luttent contre cette surcharge de travail et revendiquent des compensations financières. La Poste n'a proposé que 100 euros bruts par mois, et un jour de repos supplémentaire par trimestre, propositions minimalistes refusées par les grévistes. Nos collègues de Martinique ont mille fois raison ! La Poste vient d'annoncer vouloir généraliser la distribution des IP par les facteurs sur l'ensemble du territoire : une victoire de cette grève aurait une portée nationale, et nous aiderait toutes et tous !

**RENCONTRES D'ÉTÉ
RÉVOLUTIONNAIRES
DUNPA**

**DU 26 AU 30 AOÛT
47230 BARBASTE**

ATELIERS, FORUMS, MEETINGS...

ARRHES À PARTIR DE 100€

POUR S'INSCRIRE, ENVOYER UN MAIL :
rencontres.ete@nouveau-parti-anticapitaliste.fr

**ON NE
CRÈVERA
PAS
POUR LE PATRONAT !**

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE